



20.08.08 PM

Initiatives de coopération de l'UE visant à améliorer la sécurité et la sûreté biologiques

présentées par la France au nom de l'Union européenne

Stratégie de l'UE contre la prolifération des armes de destruction massive

1. La stratégie de l'UE contre la prolifération des armes de destruction massive, qui a été adoptée par les chefs d'État ou de gouvernement de l'UE le 12 décembre 2003, parallèlement à la stratégie européenne de sécurité, fournit des orientations générales sur les approches, les moyens d'action et les actions spécifiques à déployer pour lutter contre la menace que constituent les armes de destruction massive.
2. Enracinée dans une logique de prévention et de soutien au système des traités multilatéraux, la stratégie de l'UE poursuit des objectifs de non-prolifération à travers:
 - i) la promotion de l'universalisation, de la mise en œuvre rigoureuse et du respect des traités, instruments et obligations existants en matière de non-prolifération;
 - ii) la coopération avec les partenaires et l'assistance;
 - iii) le soutien à la stabilité régionale et aux actions régionales de prévention et de lutte contre la prolifération.
3. Les projets de coopération et d'assistance de l'UE couvrent un large éventail de risques et de menaces associés à la prolifération des armes de destruction massive¹. Les priorités relatives à la convention sur l'interdiction des armes biologiques et à toxines (CIAB), y compris les aspects relatifs à la biosûreté et à la biosécurité, sont définies dans la position commune 2006/242/PESC relative à la conférence d'examen de la CIAB qui a eu lieu en 2006².

¹ The Council of the EU adopted for example Joint Actions in support of the IAEA, OPCW, CTBTO activities, as well as Joint Actions in support of multilateral instruments such as UN SCR 1540 and BTWC.

² <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2006:088:0065:0067:EN:PDF>

Action commune concernant le soutien aux activités de l'OMS dans le domaine de la sécurité et de la sûreté biologiques en laboratoire

4. Afin de mettre en œuvre la stratégie de lutte contre la prolifération des armes de destruction massive dans le domaine des armes biologiques et de concrétiser les décisions prises par les États parties à la CIAB lors de la conférence d'examen de 2006, l'Union européenne a mis en place des projets de coopération concrets. En particulier, le Conseil de l'Union européenne a adopté, le 14 avril 2008, l'action commune 2008/307/PESC concernant le soutien aux activités de l'OMS dans le domaine de la sécurité et de la sûreté biologiques en laboratoire ¹.
5. Les projets prévus dans cette action commune ont deux objectifs principaux, qui consistent à:
 - i) encourager les pratiques visant à réduire les risques biologiques et promouvoir la sensibilisation, y compris en matière de sûreté et de sécurité biologiques, de bioéthique et de préparation contre les utilisations abusives intentionnelles des agents biologiques et des toxines, par le biais d'une coopération et d'une mise en réseau internationale dans ce domaine;
 - ii) assurer la sécurité et la sûreté des agents microbiologiques, des autres agents biologiques et des toxines dans les laboratoires et les autres installations, y compris pendant leur transport, afin d'empêcher l'accès non autorisé à de tels agents ou toxines et leur retrait.
6. Le projet "Promouvoir la gestion en matière de réduction des risques biologiques par une mobilisation régionale et nationale" créé un cadre pour trois approches distinctes qui visent à renforcer les pratiques de gestion des risques biologiques dans le monde entier:
 - i) cinq ateliers régionaux sont prévus pour sensibiliser les acteurs concernés aux risques associés à l'utilisation abusive d'agents biologiques ou de toxines dangereux, l'exposition accidentelle à ces agents ou toxines ou la dissémination accidentelle de ces mêmes agents ou toxines ainsi qu'aux pratiques de gestion des risques biologiques, en vue de lancer des initiatives opérationnelles concrètes axées sur les pays dans le domaine de la sécurité et de la sûreté biologiques;
 - ii) au moins quatre visites dans les pays sont axées sur des consultations avec les autorités nationales compétentes concernées, pour partager l'expérience acquise sur les différents aspects des pratiques existant en matière de gestion des risques biologiques et susciter l'adhésion à la gestion de la réduction des risques biologiques dans le secteur de la santé;
 - iii) au moins deux ateliers régionaux axés sur des thèmes spécifiques, avec la participation de responsables en matière de politique sanitaire ainsi que de responsables et de personnels de laboratoires, permettront d'approfondir la compréhension des éléments constitutifs des pratiques visant à réduire les risques biologiques (par exemple la législation, les mesures de sécurité et de sûreté biologiques, le transport sûr et sécurisé etc.), en vue d'assurer la pérennité des programmes par des ateliers, des séminaires et des associations professionnelles.
7. Le projet "Renforcer la sûreté et les pratiques de gestion des laboratoires contre les risques biologiques" vise à aider le pays concerné à améliorer les plans nationaux globaux de préparation à la menace biologique et à perfectionner les pratiques de gestion des risques biologiques en laboratoire, dans d'autres installations et pendant le transport. Parmi les actions envisagées figurent une évaluation et un examen global des autorités compétentes et des capacités de réaction et des plans nationaux en matière de santé publique, des formations approfondies adaptées aux besoins des personnels de laboratoire au niveau national et régional, des exercices destinés à tester le fonctionnement du système de réaction en matière de santé publique etc.

¹ <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2008:106:0017:0023:EN:PDF>

8. Si l'UE a défini préalablement des régions prioritaires avec lesquelles elle a l'intention de coopérer au moyen de cette action commune, la grande importance accordée à l'appropriation des projets concrets par les acteurs régionaux et locaux n'en reste pas moins une des caractéristiques majeures de l'initiative de l'UE. **En conséquence, l'UE sollicite activement la participation et le partenariat des États parties à la CIAB dans le cadre de cette initiative.**
9. Pour rendre les activités proposées viables, l'UE promouvra:
 - i) la mise en réseau de tous les acteurs nationaux, y compris le secteur de la santé publique, la justice, la police, les ministères des affaires étrangères et les autres secteurs concernés;
 - ii) la participation des organisations internationales et régionales compétentes;
 - iii) l'adhésion des acteurs nationaux à des associations professionnelles régionales en matière de sûreté et de sécurité biologiques;
 - iv) la mise en réseau, en particulier à l'échelle régionale, des laboratoires de référence afin de promouvoir la transparence et de créer un climat de confiance.

Instrument de stabilité

10. Le Parlement européen et le Conseil de l'UE ont adopté en 2006 le règlement¹ (CE) n° 1717/2006 instituant un instrument de stabilité. Ses dispositions s'appliquent pour la période 2007-2013. Le règlement susvisé fixe les objectifs et la portée des actions à entreprendre dans le cadre des projets communautaires de coopération au développement et de coopération financière, économique et technique avec les pays tiers, en plus des instruments communautaires d'aide extérieure qui sont déjà en place. Il dispose que l'instrument de stabilité doit être cohérent avec les mesures de politique extérieure et de sécurité de l'UE, telles que celles adoptées dans le cadre de la stratégie de l'UE contre la prolifération des armes de destruction massive, et qu'il peut être complémentaire avec ces mesures.
11. En particulier, le règlement prévoit la fourniture d'une assistance technique et financière destinée à atténuer les risques et à améliorer la préparation concernant les substances ou agents chimiques, biologiques, radiologiques ou nucléaires et, à cet égard, à soutenir les mesures visant à renforcer les pratiques de sécurité relatives aux installations, lorsque des substances ou agents chimiques, biologiques, radiologiques ou nucléaires sensibles sont stockés ou manipulés dans le cadre de programmes de recherche civile.
12. La Commission européenne évalue actuellement les besoins en termes d'aide dans différentes régions du monde et prévoit d'achever la définition des projets d'assistance d'ici à la fin de 2008. Selon le document stratégique relatif à l'instrument de stabilité 2007-2011², les actions menées dans le cadre de l'instrument de stabilité devraient former une part importante de la mise en œuvre de l'engagement global que la Commission a pris à Kananaskis dans le cadre du partenariat mondial du G8. Une attention particulière sera notamment accordée aux régions et aux pays dans lesquels il existe encore des stocks NRBC et aux itinéraires présentant un risque de prolifération de ces substances.

¹ http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/site/en/oj/2006/l_327/l_32720061124en00010011.pdf

² ec.europa.eu/europeaid/where/worldwide/stability-instrument/documents/ifs_strategy_2007-2011_en.pdf

Septième programme-cadre de la Communauté européenne pour des actions de recherche, de développement technologique et de démonstration

13. Le Conseil a décidé (2006/971/CE)¹ de soutenir, pour la période 2007-2013, des actions de recherche menées en coopération transnationale dans dix domaines thématiques, dont celui de la sécurité. Le programme est ouvert aux pays tiers, mais les États qui ne contribuent pas directement au budget ne peuvent pas être coordinateur de projet.
14. Les objectifs de la recherche menée dans le cadre du thème "Sécurité" du septième programme-cadre consistent, entre autres, à développer les technologies et les connaissances qui permettront de constituer les capacités nécessaires en vue de garantir la sécurité des citoyens face aux menaces telles que le terrorisme, les catastrophes naturelles et la criminalité et/ou à présenter les résultats de travaux de recherche axés sur la réalisation de missions afin de réduire les failles en matière de sécurité. Parmi les domaines de mission cités figurent, entre autres:
 - i) la sécurité des citoyens: ce domaine a pour ambition de prévenir un incident chimique, biologique, radiologique ou nucléaire (CBRN) et d'atténuer les conséquences potentielles d'un tel incident, de mettre en place les capacités requises pour assurer la protection civile, y compris la biosécurité et la protection contre les risques découlant de la criminalité et du terrorisme, en mettant l'accent sur des aspects tels que l'évaluation de la menace CBRN, la sensibilisation, la détection, les mesures de contrôle de l'accès (y compris les aspects financiers) etc.;
 - ii) la sécurité des infrastructures et des services d'utilité publique;
 - iii) le rétablissement de la sécurité et de la sûreté en cas de crise.
15. Neuf projets de recherche dans le domaine de la biosûreté ont été financés au titre du sixième programme-cadre². Ils ont contribué à améliorer la mise en réseau des laboratoires de référence de l'UE pour des agents et toxines spécifiques et à promouvoir la coordination et l'échange de pratiques en matières de biosûreté au sein d'un réseau paneuropéen etc. Cinq projets relatifs à la biosûreté qui sont actuellement mis en oeuvre ont été financés au titre de l'action préparatoire relative à la recherche sur la sécurité (PASR)³.

¹ <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2006:400:0086:0242:EN:PDF> (p216) and its corrigendum (p70) on <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2007:054:0030:0080:EN:PDF>

² The descriptions of most of the projects are available under: http://ec.europa.eu/research/fp6/ssp/themes_en.htm#205 and <http://www15.bni-hamburg.de/bni/others/riviene>.

³ Aerobatics, BODE, Biotesting Europe, BIO3R and IMPACT: Extracts can be found under the following address: http://ec.europa.eu/enterprise/security/index_en.htm

Contact points for further information:

WMD Strategy and Joint Actions in support of BTWC and bio-safety and bio-security:

Ms Annalisa Giannella
The HR's Personal Representative for non-proliferation
Council Secretariat of the EU
10 HN 71
175, rue de la Loi
B-1048 Brussels
Belgium
e-mail : wmd@consilium.europa.eu
e-mail : WHOJA@consilium.europa.eu

Ms Zuzana Šutiaková
Desk Officer in charge of BTWC
Tel : (+32) 2 281 9587
e-mail : zuzana.sutiakova@consilium.europa.eu

Stability Instrument:

Mr Jean-Paul Joulia
European Commission - DG AIDCO - Head of Unit A4
J 54 - 06/235
B - 1049 Brussels
Belgium
e-mail : Jean-paul.joulia@ec.europa.eu

Seventh Research Program:

Ms Line Matthiessen-Guyader, MD, PhD
European Commission - DG Research
Head of Unit "Horizontal aspects and Coordination"
Directorate E "Biotechnology, Agriculture and Food"
SDME 8/54
B - 1049 Brussels
e-mail : line.matthiessen@ec.europa.eu

M. Marco Malacarne
European Commission - DG Enterprise
Head of Unit "Research activities on Security"
BREY 09/154
B- 1049 Brussels
e-mail : marco-b.malacarne@ec.europa.eu

EU cooperative initiatives to improve bio-safety and bio-security

Submitted by France on behalf of the European Union

EU Strategy against the proliferation of WMD

1. The EU Strategy against the proliferation of WMD, which was adopted by the EU Heads of States and Governments on 12 December 2003, in parallel to the European Security Strategy, provides overall guidance on the approaches, policy tools and specific actions to be taken to counter the WMD threat.
2. Embedded in the logic of prevention and support to the multilateral treaty system, the EU Strategy pursues non-proliferation objectives through:
 - (i) Promotion of universalisation and strict implementation of and compliance with existing non-proliferation treaties, instruments and obligations;
 - (ii) Cooperation with partners and assistance;
 - (iii) Support to regional stability and regional activities to prevent and combat proliferation.
3. While the EU's assistance and cooperation projects address a wide range of WMD proliferation risks and threats¹, the priorities related to the Biological and Toxin Weapons Convention (BTWC), including bio-security and bio-safety aspects, are defined in the Common Position 2006/242/CFSP relating to the 2006 Review Conference of the BTWC².

Joint Action in support of WHO activities in the area of laboratory bio-safety and bio-security

4. To implement the Strategy against the proliferation of WMD in the field of biological weapons and to give life to decisions of the BTWC States Parties at the 2006 Review Conference, the European Union developed practical cooperative projects. In particular, on 14 April 2008 the Council of the European Union adopted the Joint Action 2008/307/CFSP in support of WHO activities in the area of laboratory bio-safety and bio-security³.
5. The projects under this Joint Action pursue two main objectives:
 - (i) Promoting bio-risk reduction practices and awareness, including bio-safety, bio-security, bio-ethics and preparedness against intentional misuse of biological agents and toxins, through international cooperation and networking in this area,
 - (ii) Ensuring the safety and security of microbial or other biological agents or toxins in laboratories and other facilities, including during transportation, in order to prevent unauthorised access to and removal of such agents and toxins.
6. The project "Promotion of bio-risk reduction management through regional and national outreach" creates a framework for three different approaches to enhance bio-risk management practices around the world:

¹ The Council of the EU adopted for example Joint Actions in support of the IAEA, OPCW, CTBTO activities, as well as Joint Actions in support of multilateral instruments such as UN SCR 1540 and BTWC.

² <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2006:088:0065:0067:EN:PDF>

³ <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2008:106:0017:0023:EN:PDF>

- (i) Five regional workshops are-planned for raising awareness about the risks associated with the misuse or accidental exposure to or release of dangerous biological agents and toxins and bio-risk management practices with the aim of initiating concrete country-focused operational initiatives in the field of bio-safety and bio-security;
 - (ii) At least four country visits focus on consultations with relevant national competent authorities sharing experience on different aspects of existing bio-risk management practices and raising commitment to bio-risk reduction management in the health sector;
 - (iii) At least two regional topic-specific workshops with health policy makers as well as laboratory managers and staff shall help to deepen the understanding of the elements of bio-risk reduction practices (e.g. legislation, biosafety and biosecurity measures, safe and secure transportation, etc.) with the view how to plan for sustainability of programmes through networks, seminars and professional societies.
7. The project "Strengthening the security and laboratory management practices against biological risks" is designed to assist an interested country to enhance overall national bio-preparedness plans and to further develop bio-risk management practices in laboratories and other facilities and during transport. The envisaged activities include overall evaluation and review of relevant authorities and national public health response capabilities and plans, extensive training tailored to the needs of laboratory staff at national and regional level, exercises to test the operation of public health response system, etc.
8. While the EU pre-defined priority regions with which it wishes to engage in cooperation through this Joint Action, a strong focus on regional and local ownership of concrete projects remains one of the main features of EU's initiative. **Therefore, the EU actively seeks the involvement and the partnership of BTWC States Parties in this initiative.**
9. To achieve sustainability of proposed activities, the EU will promote:
- (i) Networking among all national stakeholders, including the public health sector, justice, police, foreign affairs, and other relevant sectors;
 - (ii) The involvement of relevant international and regional organisations;
 - (iii) The membership of countries' stakeholders in regional professional bio-security and bio-safety associations;
 - (iv) Networking, especially in the regional context, among reference laboratories to promote transparency and to build confidence.

Instrument for Stability

10. The European Parliament and the Council of the EU adopted in 2006 the Regulation⁴ (EC) No 1717/2006 establishing an Instrument for Stability. The Regulations shall be applied in the period 2007-2013. It sets the objectives and the scope for the activities to be undertaken under the Community's development, financial, economic and technical cooperation projects with third countries in addition to existing Community instruments for external assistance.

⁴ http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/site/en/oj/2006/l_327/l_32720061124en00010011.pdf

The Instrument for Stability shall be consistent with the EU Foreign and Security Policy measures, such as those adopted under the EU Strategy against the proliferation of WMD and may complement those measures.

11. In particular, technical and financial assistance shall be provided to mitigate risks and enhance preparedness relating to chemical, biological, radiological and nuclear materials and agents, and in this context to support the measures which enhance safety practices related to facilities, where sensitive chemical, biological, radiological and nuclear materials or agents are stored, or are handled in the context of civilian research programmes.
12. The European Commission is currently assessing the assistance needs in different world regions and plans to finalise the definition of the assistance projects by the end of 2008. According to the Instrument for Stability Strategy paper 2007-2011⁵, actions under the Instrument for Stability should form a significant part of the implementation of the Commission's overall G8 Global Partnership Kananaskis commitment. Attention will in particular be given to regions and countries where CBRN stockpiles still exist and to those routes along which there is a risk of proliferation of such materials.

Seventh Framework Programme of the EC for research, technological development and demonstration activities (FP7)

13. The Council decided (2006/971/EC)⁶, for the period 2007-2013, to support cooperative trans-national research activities in ten thematic areas, security being one of them. The programme is open to all third States, although States which are not contributing directly to the budget, can not become project coordinators.
14. The objectives of the research in the security theme of FP7 are, among others, to develop technologies and knowledge for building capabilities needed to ensure the security of citizens from threats such as terrorism, natural disasters and crime, and/ or to deliver mission oriented research results to reduce security gaps. The mentioned mission areas also include, but are not limited to:
 - (i) Security of citizens: The ambition is to avoid a CBRN incident and to mitigate its potential consequences. To build up the required capabilities with the aim of providing civil protection, including bio-security and protection against risks from crime and terrorist attacks, emphasis will be on issues such as CBRN threat assessment, awareness raising, detection, access-control measures (including financial aspects), etc;
 - (ii) Security of infrastructures and utilities;
 - (iii) Restoring security and safety in case of crisis.
15. Nine bio-security related research projects were funded under the Sixth Framework Programme⁷, contributing to better networking among the EU's reference laboratories for specific agents and toxins, and promoting coordination and exchange of bio-security practices within a pan-European network, etc.

⁵ ec.europa.eu/europeaid/where/worldwide/stability-instrument/documents/ifs_strategy_2007-2011_en.pdf

⁶ <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2006:400:0086:0242:EN:PDF> (p216) and its corrigendum (p70) on <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2007:054:0030:0080:EN:PDF>

⁷ The descriptions of most of the projects are available under: http://ec.europa.eu/research/fp6/ssp/themes_en.htm#205 and <http://www.15.bni-hamburg.de/bni/others/riviene>.

Five current projects related to bio-security have been funded by the Preparatory Action on Security Research (PASR)⁸

Contact points for further information:

WMD Strategy and Joint Actions in support of BTWC and bio-safety and bio-security:

Ms Annalisa Giannella
The HR's Personal Representative for non-proliferation
Council Secretariat of the EU
10 HN 71
175, rue de la Loi
B-1048 Brussels
Belgium
e-mail : wmd@consilium.europa.eu
e-mail : WHOJA@consilium.europa.eu

Ms Zuzana Šutiaková
Desk Officer in charge of BTWC
Tel : (+32) 2 281 9587
e-mail : zuzana.sutiakova@consilium.europa.eu

Stability Instrument:

Mr Jean-Paul Joulia
European Commission - DG AIDCO - Head of Unit A4
J 54 - 06/235
B - 1049 Brussels
Belgium
e-mail : Jean-paul.joulia@ec.europa.eu

Seventh Research Program:

Ms Line Matthiessen-Guyader, MD, PhD
European Commission - DG Research
Head of Unit "Horizontal aspects and Coordination"
Directorate E "Biotechnology, Agriculture and Food"
SDME 8/54
B - 1049 Brussels
e-mail : line.matthiessen@ec.europa.eu

M. Marco Malacarne
European Commission - DG Enterprise
Head of Unit "Research activities on Security"
BREY 09/154
B- 1049 Brussels
e-mail : marco-b.malacarne@ec.europa.eu

⁸ Aerobatics, BODE, Biotesting Europe, BIO3R and IMPACT: Abstracts can be found under the following address:
http://ec.europa.eu/enterprise/security/index_en.htm